

Migrants : les associations reçues en préfecture et... déçues

Quatre jours après la remise à la rue de 24 personnes, les associations de soutien des migrants ont été reçues, à leur demande, en préfecture. Elles en sont ressorties « plus énervées qu'en entrant ».

À dire vrai, ils n'attendaient pas de révolution dans la prise en compte de ces personnes à la rue. Mais au sortir de leur rendez-vous, les membres des associations étaient un peu groggy.

■ « Le minimum, c'est d'avoir un toit sur la tête »

« On a réclamé un changement de politique du préfet dans la mise en œuvre du droit à l'hébergement dans le département, argue Alban Costa, avocat de plusieurs de ces familles à la rue. Car en Isère, ce droit ne fonctionne pas à tous les niveaux : d'abord à la commission de médiation qui a les plus mauvaises statistiques de France, ensuite sur le suivi puisqu'on a un dispositif d'hébergement toute saison, hors plan exceptionnel, qui dysfonctionne 365 jours par an ! Plusieurs centaines voire milliers de personnes sont en attente d'un hébergement d'urgence et non pas pérenne comme

ça a été allégué par le préfet. Le minimum, c'est d'avoir un toit au-dessus de la tête pour être à l'abri des violences, des intempéries et de tout ce qui peut arriver à une personne en vulnérabilité dans la rue. »

En guise de réponse, Roseline Vachetta raconte : « Ils nous ont dit qu'ils allaient refaire le point avec leurs services. Ils ne s'engagent pas à donner de réponses mais nous obligent à reposer des questions. Ce que nous allons faire. »

■ « Une réunion dans un climat serein » selon la préfecture

Martine François, membre de RESF (réseau éducation sans frontières) rebondit : « On était venu demander la prise en compte et l'écoute du préfet sur la réalité de la situation ; qu'il accepte de constater le déni de droit à l'hébergement qui est un droit pour tous et qui est bafoué sur l'agglomération grenobloise. Rien qu'à RESF, on compte 70 familles mais il y en a certainement plus que ça. À chaque fois, avec la préfecture, c'est un jeu de langage, c'est du dévoiement en permanence. On est donc sorti de ce rendez-vous comme on y était entré »,



Lundi 29 juillet, 24 personnes avaient été remises à la rue sur le parvis de la gare après avoir été hébergées dans le cadre du plan canicule par la préfecture. Photo Le DL/Jean-Benoît VIGNY

« mais un peu plus énervés encore », soupire une autre représentante de RESF. Alban Costa peste : « On a essayé d'objecter tout ce qu'on pouvait mais ça n'a rien changé. »

Contactée, la préfecture souligne que « les associations ont bien été reçues et ont pu exposer toutes leurs revendica-

tions au cours d'une réunion qui s'est déroulée dans un climat serein ». Mais précise qu'elle ne communiquera pas plus sur le sujet.

Nul doute que la problématique reviendra pourtant très prochainement dans l'actualité. « Au DAL (Droit au logement), nous avons reçu 13 jeu-

nes hébergés au centre Catalpa pour mineurs isolés à Voiron, qui sont devenus majeurs, explique un représentant du DAL. Et à ces jeunes, on a annoncé leur expulsion au 31 août, alors que la commission de médiation pour ces foyers aura lieu... le 12 septembre. »

Jean-Benoît VIGNY